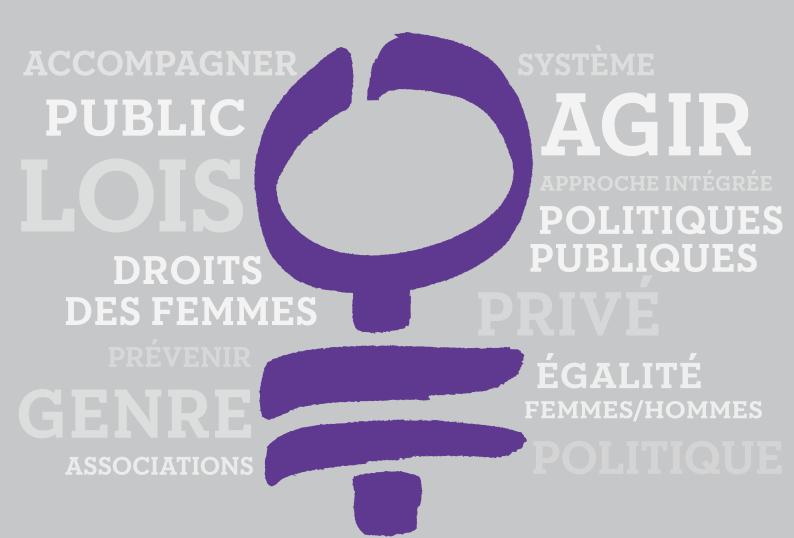
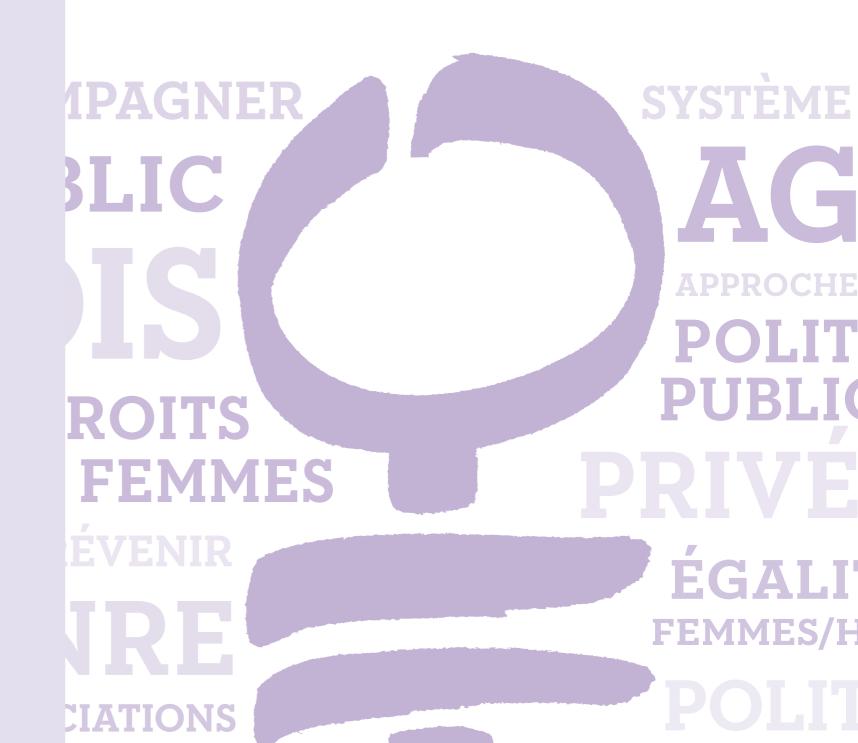


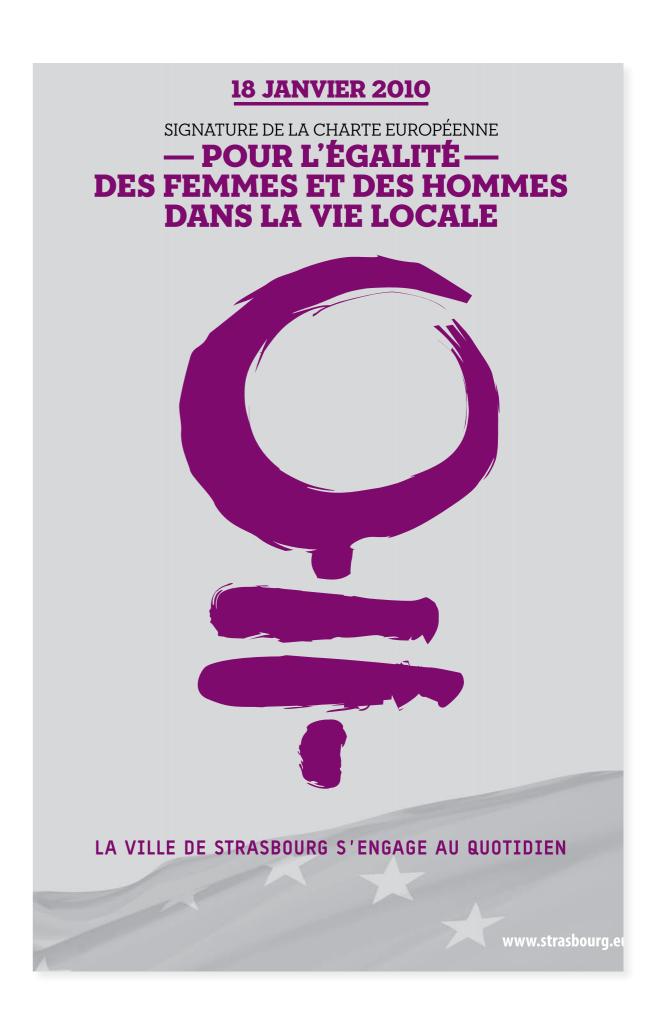
juste égalitaire



PLAN D'ACTION DE LA VILLE DE STRASBOURG POUR LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DE GENRE

ANNEXES





LES OUTILS PÉDAGOGIQUES

Fiches

6 fiches sur les dates importantes en matière des droits des femmes et diffusées lors de manifestations grand public



Strasbourg.eu

Droits des Femmes

1946 Inscription dans la constitution du

principe : "à travail égal, salaire égal".

1983 Loi sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes.

Aujourd'hui l'inégalité dans le monde du

il perdure :
- à travail égal et compétence égale, les femmes gagnent en moyenne 20 % de moins que les hommes,

temps partiel ne l'ont pas choisi.

et à l'égalité professionnelle

le droit au travail





la citoyenneté





Quiz

9 quiz réalisés dans le cadre du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et diffusés lors de manifestations grand public

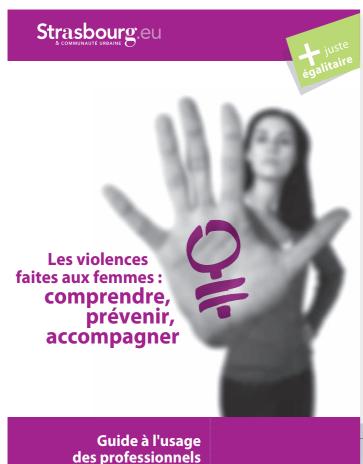








 $\mathbf{5}$



AGIR CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES
GUIDE À L'USAGE DES PROFESSIONNELS

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	p 4
UN PEU D'HISTOIRE	p 5
LE CONTEXTE INTERNATIONAL	p 11
LE CONTEXTE JURIDIQUE	
ET LÉGAL FRANÇAIS	p 15
DES NOTIONS CLÉS	p 21
COMPRENDRE	
PRÉVENIR / REPÉRER	
ACCOMPAGNER	
LES PARTENAIRES LOCAUX	p 35
POUR ALLER PLUS LOIN	p 43

LA SENSIBILISATION

Campagne d'affichage

La campagne de communication pour l'abolition du système prostitueur, réalisée en novembre 2011 (déclinaison en affiche et en cartes postales)

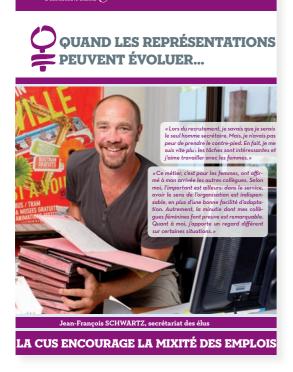


Exposition

Réalisation d'une exposition sur la parité des emplois à la Cus composée de 13 portraits d'agents et exposée au centre administratif en septembre 2010 et circulant depuis dans divers endroits







Strasbourg.eu



LES ÉVÉNEMENTS

Les journées de formation

Le colloque « Les violences faites aux femmes : comprendre, prévenir, accompagner » du 21 octobre 2011



Le colloque « Du sexisme aux violences sexuelles : causes, conséquences et modalités d'action » du 20 octobre 2011



Les conférences

Réalisation de flyers à l'occasion des conférences organisées tout au long de l'année.







Réalisation d'un programme dans le cadre du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (2010 et 2011)





Les actions organisées par les ATP



Les actions organisées par le CRE



 $oldsymbol{4}$

LES GOODIES

Ils ont pour vocation d'interpeler, de permettre les échanges, mais aussi de signifier une implication personnelle



Plaquette

Plaquette réalisée dans le cadre du changement de nom de la médiathèque centre-ville en « médiathèque Olympe de Gouges » le 29 mars 2012



MARIE GOUZE DITE OLYMPE DE GOUGES MONTAUBAN 1748 - PARIS 1793 FÉMINISTE, FEMME DE LETTRES ET FEMME POLITIQUE FRANÇAISE

Ardente combattante en laveur des droits des femmes, des droits des opprimés et contre l'esclavage des Noits, Olympe de Gouges inscrit toute sa vie dans le débat poli-ique par l'écriture d'une œuvre théartal et politique abondante. Elle met en pratique son combat pour les questions sociales en reversant les droits liés à ses publications aux minorités qu'elle défend.

En 1793, déçue par la révolution, Olympe de Gouges s'élève contre le régime de la Terreur. Elle s'oppose à Marat et Robes-pierre et meurt guillotiné le 3 novembre 1793 après avoir été jugée sans avocat, condamnée pour « offense à la souveraineré du peuple. »

Strasbourg, capitale des droits de l'Homme, a souhaité rendre un hommage particulier à celle qui s'est engagée pour qu'un regard nouveau et plus égalitaire soit porté sur l'humanité.

1791 : DECLARATION DES DROITS DE LA FEMME ET DE LA CITOYENNE

DE LA FEMME ET DE LA CITOYENNE

Les mères, les filles, les seuzus, geprésentantes de la Nation', demandent à être contentinées enf Assemblée nationale. Considérant que l'ignorance, l'oublé où le méptif des droits de la femme sont les scules causes des malheusts publises et de la compriston des gouvernements, out résolut d'exposeç dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliétables et sacrés de la femme, finq que cette déclaration constaminent présente à tous les membres dit copts social leur rappelle sans resse leur doits et leur devoires, safin que les rectes du pouvoir des femmes et ceux du pouvoir des hommes, pouvant étre à chaque instant comparis avec le but de toute institution politique en soient plus respectés, afin que les réclamations des cinoyennes, fondées désormais une de principes implies et nicontensables, tournent toujours au maintien de la Constitution, des bonnes meures au hombrule et dous. En conséquence, le seux supérieur en beauté comme en courage dans les souffrances matemelles reconnair et déclare, en présence et sous les aspices de l'Être supéme, les doits suivants de la femme et de la ctoyenne. Il sous l'ARTICLE IL 12 Femme nait libre et demeures évale à l'homme.

ARTICLE IL 12 Femme nait libre et en demeurés évale à l'homme.

ARTICLE 1 La Femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

ARTICLE 2 Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de la femme et de l'homme. Ces droits sont : la liberté, la prospérité, la sûreté et surtout la résistance à l'oppression.

ARTICLE 3 Le principe de toute souveraineté réside essen-tiellement dans la Nation, qui n'est que la réunion de la Femme et de l'Homme ; nul corps, nul individu ne peut exer-cer d'autorité qui n'en émane expressément.

ARTICLE 4 La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme lui oppose; ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison.

ARTICLE 5 Les lois de la nature et de la raison défendent toutes actions nuisibles à la société; tout ce qui n'est pas dé-fendu par ces lois sages et divines ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elles n'ordonnent pas.

ne peut être contraint à faire ce qu'elles n'ordonnent pas.

ARTICLE 6 La Loi doit être l'expression de la volonté générale :
toutes les Cixopennes et Citoyes doivent concourir personne-lement ou par leurs représentants à as formation ; elle doit être
la même pour rous : toutes les citoyennes et tous les citoyens
étant égaux à ses yeux doivent être également admissibles à toutes
étant égaux à ses yeux doivent être également admissibles à toutes
étant égaux à ses yeux doivent être également admissibles à toutes
étant égaux à ses yeux doivent être également admissibles à toutes
étant égaux à ses yeux doivent être également admissibles à toutes
étant étre de leur sertines et de leurs tellens.

ARTICLE 7 Nulle femme n'est exceptée ; elle est accusée, arrétée, et détenue dans le cus déterminés par la Loi . Les
femmes obésisent comme les hommes à cette Loi rigoureuse.

ARTICLE 9 Toute femme étant déclarée coupable, toute ri

ARTICLE 10 Nul ne doit gare inquiéré pour ses opinions même fondamentales ; la femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit égalemat avoir celui de monter à la tri-bune, pourvu que ses manifestations ne troublem pas l'ordre bune, pourvu que ses ma public établi par la loi. ARTICLE 11 La libre communication des pensées et des op

ANTICLE II La libre communication des pensées et des opi-nions est un des droits les plus précieux de la femme, puisque certe liberté assure la légitimité des pères envers les enfants. Toute Côtopenne peut donc dire librement : je ains imère d' un enfant qui voux appartient, sans qu'un prétigigé barbare la force à dissimuler la vérité; suda l'évolte de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

ARTICLE 12 La garantie des droits de la femme et de la ci-

culière de celles à qui eue cos comm.

ARTICLE 13 Pour l'entretien de la force publique, et pour ARTICLE 13 Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, les contributions des la femmes et des l'hommes sont égales ; elle a part à toutes les covrées, à toutes les tâches pénillès ; elle doit donc avoir de même part à la distribution des placés, des emplois, des charges, des di-gnités et de l'industrie.

ARTICLE 14 Les Citoyennes et Citoyens ont le droit de ARTICLE 14 Les Citoyennes et Citoyens ont le droit de constater par eu-mêmes, ou par leurs représentants la réce-sité de la contribution publique. Les Citoyennes ne peuvent y adhére que par l'admission d'un partage égal, onn seule-ment dans la fortune, mais encore dans l'administration pu-blique et de déterminer la quotité, l'assiette, le reconvernent et la durée de l'impôt.

ARTICLE 15 La masse des femmes, coalisée pour la contri-bution à celle des hommes, a le droit de demander compte à

ARTICLE 17 Les propriétés sont à tous les sexes réunis ou sé-parés, elles sont pour chacun un droit inviolable et sacré; nul ne peut être prévi comme vari patrimoine de la nature, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préala-ble indemniét.

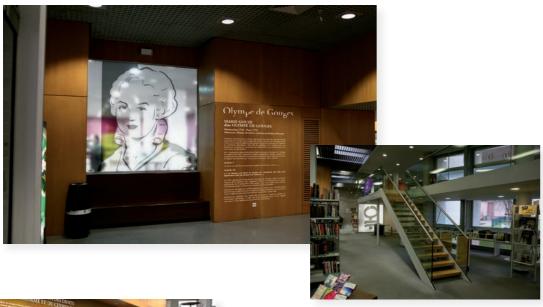
OLYMPE DE GOUGES

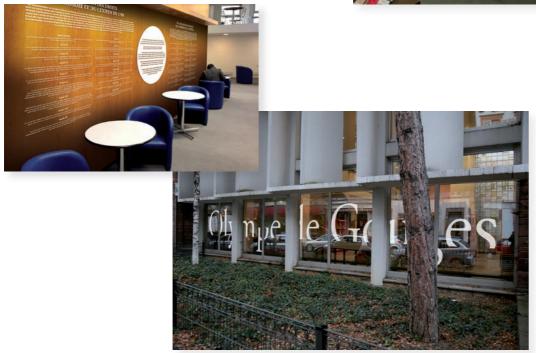


LA CHARTE OLYMPE DE GOUGES

Changement de la signalétique intérieure et extérieure du bâtiment











Ville et Communauté urbaine de Strasbourg Mission droits des femmes 1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex - France Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 87